



### APERÇU GÉNÉRAL

#### *Un semestre qui offre un tableau peu reluisant...*

En République démocratique du Congo, le premier semestre 2024 a été caractérisé par une détérioration de la situation humanitaire et de protection. Des violations et abus droits humains notamment contre des femmes et des enfants, des attaques contre les sites de déplacés, des villages et autres infrastructures critiques ont rythmé la vie des populations civiles dans les zones affectées par les conflits.<sup>1</sup>

Ces conflits et violences ont entraîné un déplacement forcé **de plus de 940 000 personnes** entre janvier et avril 2024, la plupart étant contraint aux déplacements multiples<sup>2</sup>.

En outre, les conflits et l'insécurité ont été les principaux facteurs à l'origine des niveaux élevés d'insécurité alimentaire pour des millions de personnes : Les récoltes ont été détruites, les voies d'approvisionnement bloquées et les champs rendus inaccessibles. Cette situation a été aggravée par les catastrophes naturelles notamment les inondations qui ont détruit 50 889 hectares de terres cultivables<sup>3</sup>.

Le monitoring de protection du HCR et ses partenaires a identifié **26 009** violations et abus dans **27** territoires couverts, faisant **50 371** victimes (dont **43%** sont **des femmes et filles**). En outre, selon les données de la réponse du Domaine de responsabilité VBG (Violences Basées sur le Genre), entre janvier et mai 2024, au **moins 53 224** survivant (e)s des VBG ont été pris en charge dans les points de prestation de services.

L'autre fait marquant le premier semestre de 2024 est le retrait définitif de la MONUSCO de la province du Sud Kivu. La perspective de ce retrait dans un

contexte où l'activisme des groupes armés subsiste avait suscité des inquiétudes de la part des acteurs de protection<sup>4</sup>.

#### *Et une lueur d'espoir...*

A côté de ce tableau plutôt sombre en termes de protection et de besoins humanitaires, quelques initiatives et événements ont permis de confirmer que les violences et conflits en RDC ne sont pas une fatalité, et que des solutions peuvent être trouvées.

Ainsi, un accord de paix a été signé le 7 avril 2024 à la cité de l'Union Africaine autour du Président de la République, par les autorités coutumières du **Kwango, Kwilu, Maï Ndombe, Kongo central** et une partie de la ville de **Kinshasa**. Cette évolution avait donné un signal positif malgré que des tensions et violences ont persisté dans les localités affectées par la crise.

Dans la province d'**Ituri**, un nouvel acte d'engagement pour un dialogue intercommunautaire en vue d'une paix durable dans la province a été signé le 19 avril 2024 par les principaux groupes armés lors d'une assise tenue par l'ex-Vice Premier Ministre et Ministre de la Défense dans la ville de Bunia.

A la fin de ce semestre, en début juillet 2024, une trêve humanitaire de deux semaines a été convenue entre les belligérants dans le cadre de la crise M23, trêve qui a été renouvelée<sup>5</sup>.

Ces différentes initiatives, qui devraient être soutenues et accompagnées, permettent un regain d'espoir, surtout pour les populations tant meurtries par les violences.

<sup>1</sup> [https://reliefweb.int/attachments/c7e9844a-234b-499a-8d7b-e0cd16a14251/DRC\\_Snapshot\\_humanitaire\\_juin\\_2024\\_vf2.pdf](https://reliefweb.int/attachments/c7e9844a-234b-499a-8d7b-e0cd16a14251/DRC_Snapshot_humanitaire_juin_2024_vf2.pdf)

<sup>2</sup> <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/republique-democratique-du-congo-personnes-deplacees-interne-et-retournees-avril-2024-dynamic-version>

<sup>3</sup> <https://fscluster.org/democratic-republic-congo/document/flood-impact-analysis-democratic>

<sup>4</sup> <https://www.globalprotectioncluster.org/publications/1782/reports/protection-analysis-update/democratic-republic-congo-protection-analysis>

<sup>5</sup> <https://cd.usembassy.gov/fr/prolongation-de-la-treuve-humanitaire-dans-lest-de-la-republique-democratique-du-congo/>





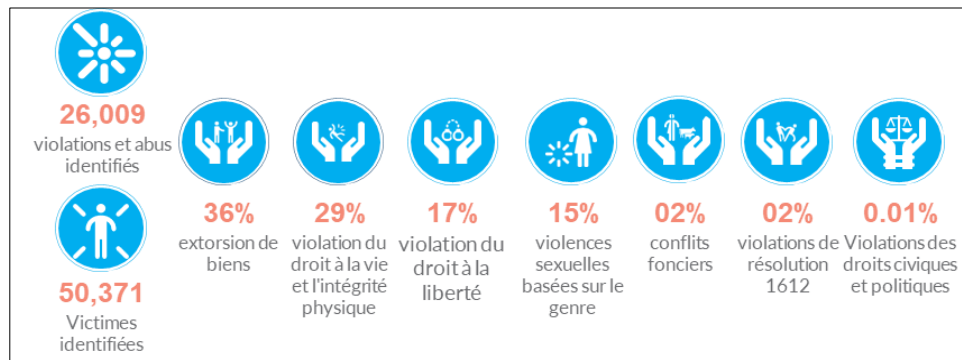
### RECOMMANDATION

- Dans le cadre du désengagement progressif de la MONUSCO :
  - Il est important d'ajuster et renforcer le financement des acteurs pouvant assumer certaines des fonctions spécifiques précédemment assurées par la MONUSCO, notamment :
    - Renforcement de la capacité de suivi et réponse aux violations graves des droits de l'enfant et la violence sexuelle et sexiste.
    - Investissement dans des approches communautaires et des mécanismes de protection communautaire.
  - Continuer à prioriser le renforcement des capacités des forces de sécurité nationales, et s'assurer que les forces de défense et de sécurité nationales soient préalablement déployées et adéquatement équipées avant le départ/la rétrocession des bases de la MONUSCO. Ceci est extrêmement important notamment dans l'Ituri où la fermeture de certaines bases de la MONUSCO risque d'être immédiatement suivie des attaques contre les civils, y compris contre les personnes déplacées.
- Engager les différents acteurs armés pour la cessation immédiate des violations et des abus de la part de toutes les parties au conflit, en mettant l'accent sur leurs obligations en vertu du DIH et du DIDH, en mettant particulièrement l'accent sur le respect du caractère civil et humanitaires des sites de personnes déplacées et assurer leur protection contre les attaques.
- Soutenir et accompagner les différentes initiatives de dialogue et pacifique, notamment en assurant la mise en œuvre effectives des différents engagements et résolutions pris par les différentes parties aux conflits.

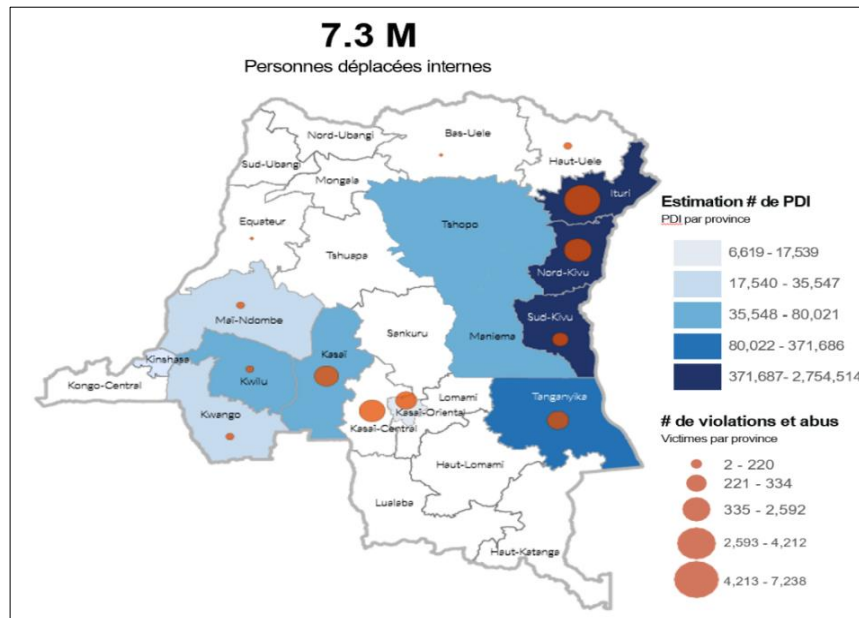
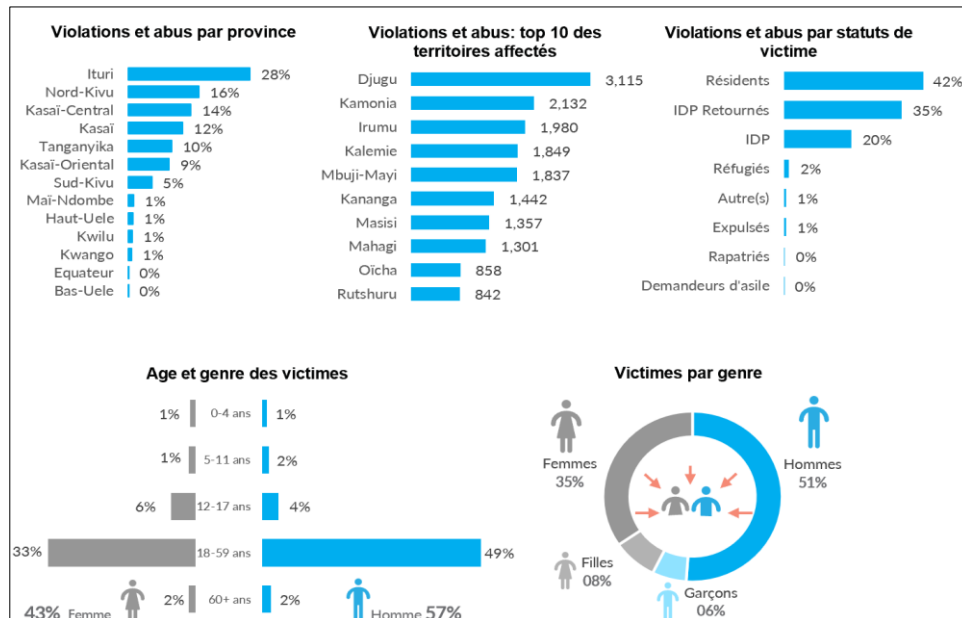




Quelques infographies tirées du monitoring de protection (Janvier-juin 2024)<sup>6</sup>



### Profil des auteurs présumés



**Déplacements forcés et violations/abus des droits humains sont interconnectés**

<sup>6</sup> Il est important de noter que ce sont les données du Système d'Analyse et Réponses (SAR) du monitoring de protection mis en œuvre par le HCR et ses partenaires ainsi que de l'Alert Book mis en œuvre au Tanganyika. Ces données restent limitées car elles ne concernent que

Si vous avez des commentaires, questions, ou données supplémentaires, veuillez contacter : Steve Ndikumwenayo ([ndikumwe@unhcr.org](mailto:ndikumwe@unhcr.org)) ou Lorraine de Limelette ([lorraine.delimelette@nrc.no](mailto:lorraine.delimelette@nrc.no))

les territoires couverts par ces mécanismes. Elles n'incluent donc pas les données d'autres mécanismes de rapportage notamment les données de l'AoR VBG.





### PROVINCE DE L'ITURI ET HAUT-UELE<sup>7</sup>

Territoires	Extorsion des biens	Violation du droit à la liberté	Violation du droit à la vie et l'intégrité physique	Allégations Violations de la Résolution 1612	Allégations VBG	Total
<b>Province de l'ITURI</b>						
Aru	39	97	10	1	101	248
Djugu	761	1,451	668	25	210	3,115
Irumu	184	865	685	11	235	1,980
Mahagi	144	747	212	7	191	1,301
Mambasa	194	179	187	13	26	599
<b>Province de HAUT-UELE</b>						
Faradje	74	187	3	0	38	302
<b>Total</b>	<b>1,396</b>	<b>3,526</b>	<b>1,765</b>	<b>57</b>	<b>801</b>	<b>7,545</b>

Tableau présentant les tendances de principales violations et abus des droits signalées par le monitoring de protection<sup>8</sup> en Ituri et Haut Uele

En **Ituri**, la situation de protection est demeurée particulièrement inquiétante, avec des actes d'atteintes et de violations des droits humains en raison de la faible couverture sécuritaire dans certaines localités et de multiples attaques du groupe armé « Coopérative pour le développement du Congo/ Union des révolutionnaires pour la défense du peuple congolais » (CODECO/URDPC) et du groupe armé Zaïre.

La province d'Ituri reste la plus affectée par les principales violations, avec **66%** des cas de pillages, **30%** des enlèvement ou disparitions forcées et **40%** des homicides

#### DJUGU

- 43% des violations et abus des droits humains documentés dans la province de l'Ituri au premier semestre 2024 ont été commis dans le territoire de Djugu.

- Malgré la signature d'un engagement pour le dialogue entre les principaux groupes armés opérant dans le territoire en avril 2024, des éléments de ces groupes armés ont continué à commettre des exactions contre la population civile, et à s'affronter pour le contrôle des ressources et de l'espace. Cette situation est aggravée par faible couverture des services de sécurité dans ces zones.

#### IRUMU

- Irumu est le 2eme territoire le plus affecté par les incidents de protection dans la province de l'Ituri (27%)
- En dépit des opérations et patrouilles menées par la force mutualisée FARDC/UPDF contre les présumés éléments du groupe ADF, ce dernier demeure une menace pour les populations civiles notamment dans la forêt séparant la province de l'Ituri de celle du Nord-Kivu. Ces éléments seraient présents dans une grande partie de la forêt du groupement Bandavilemba (groupement situé dans la zone de santé de Komanda, en chefferie des Walese Vonkutu), avec comme objectif le pillage des produits agricoles des civils, principalement le Cacao. La présence de ces combattants armés dans cette partie constitue un risque de protection, non seulement pour les civils qui habitent les différentes localités dudit groupement, mais aussi pour les usagers de la RN 4 tronçon Komanda-Luna. Cette situation pourrait en outre accroître la vulnérabilité de la population de ce groupement qui vit exclusivement des produits champêtres.

#### MAHAGI

- Mahagi vient en troisième position en termes d'incidents de protection et violations/abus des droits humains en province Ituri (18%).
- Outre les actes de violence orchestrés par les groupes armés contre les populations civiles, le territoire de Mahagi est marqué par des tensions intracommunautaires. Ainsi, la communauté Alur du groupement d'Anghal'2 de la chefferie des Ang'hal et celle de Djuganda de la chefferie des Alur Djuganda sont en désaccord autour de la question des limites foncières de leurs zones d'occupation. Ce désaccord qui date de plus d'une décennie n'a pas encore été résolu. Selon des sources locales, la communauté des Alurs Djuganda se serait allié au groupe armé

<sup>7</sup> Rapports hebdomadaires monitoring de protection, UNHCR & INTERSOS et diverses alertes et Flash info

Si vous avez des commentaires, questions, ou données supplémentaires, veuillez contacter : Steve Ndikumwenayo ([ndikumwe@unhcr.org](mailto:ndikumwe@unhcr.org)) ou Lorraine de Limelette ([lorraine.delimelette@nrc.no](mailto:lorraine.delimelette@nrc.no))

<sup>8</sup> SAR - Système d'Analyses et Réponses\_UNHCR





CODECO/URDPC qui partage un intérêt commun sur cette question de limite administrative. L'objectif de cette alliance serait de repousser les membres de la communauté d'Alur Ang'hal. Cette coalition pourrait déboucher sur un conflit intracommunautaire à grande échelle dans la province, exacerbant la restriction des fréquentations entre les deux communautés. Par ailleurs, la destruction des cultures des populations vivant essentiellement de l'agriculture expose celles-ci à l'insécurité alimentaire avec comme conséquence la malnutrition chez les enfants et la hausse des prix des denrées alimentaires sur le marché.

### MAMBASA

- Malgré une diminution d'incidents de protection constatée en mai et en juin 2024 (8% des violations/abus enregistrés dans Ituri), le territoire de Mambasa reste très exposé aux exactions des ADF.
- Fuyant les opérations militaires dans certaines entités du Nord Kivu, les ADF se retrouvent dispersés dans la forêt et constituent une grande menace pour la population qui ont quotidiennement besoin de se rendre dans les champs, dans un contexte où l'agriculture demeure le principal moyen de survie. La population se trouve donc aussi exposée à la malnutrition (pour les enfants) ainsi qu'à l'insécurité alimentaire.

### PROVINCE DU NORD KIVU

Territoires	Conflits fonciers	Extorsion des biens	Violation du droit à la liberté	Violation du droit à la vie et l'intégrité physique	Violations 1612	Allégations VBG	Total
Beni	0	13	22	17	3	0	55
Goma	0	9	91	87	31	36	254
Lubero	0	138	104	131	15	16	404
Masisi	1	329	222	427	86	292	1,357
Nyiragongo	0	82	106	145	6	103	442
Oïcha	0	253	309	260	19	17	858
Rutshuru	0	223	132	301	108	78	842
<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>1,047</b>	<b>986</b>	<b>1,368</b>	<b>268</b>	<b>542</b>	<b>4,212</b>

Tableau présentant les tendances de principales violations et abus des droits signalées par le monitoring de protection au Nord Kivu\_ janvier-juin 2024

Depuis janvier 2024, le groupe rebelle M23 a occupé plusieurs entités du Nord Kivu. Cette situation a considérablement accru l'insécurité et provoqué des déplacements massifs de populations, affectant aussi la situation humanitaire au Sud Kivu.

Dans le **Petit Nord Kivu**, la poursuite des affrontements et l'usage d'armes lourdes entre le Mouvement du 23 mars (M23) et les coalitions des groupes armés ainsi que les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) dans les territoires de Masisi, Rutshuru, Nyiragongo et les zones de Sake, Goma et Minova a fait plusieurs victimes civiles, avec au moins 48 morts, 73 blessés et 61 maisons ou abris détruits.

On note également la poursuite des violations du caractère civil et humanitaire des sites, entraînant un nombre important de violations et abus. En outre, depuis janvier 2024, trois attentats à la bombe menés sans discernement sur des sites de personnes déplacées ont tué au moins 18 personnes et en ont blessé 32<sup>9</sup>. Dans les camps de déplacés surpeuplés, les gens ne se sentent pas en sécurité et, en raison de l'artillerie lourde et de la présence d'éléments armés, les incidents de sécurité dans les camps ont également augmenté, mettant en danger les populations déplacées.

Depuis fin juin 2024, le M23 a occupé plusieurs agglomérations vers la partie nord du Nord-Kivu, notamment Kanyabayonga, Kayna et Kirumba. Cette situation, qui a considérablement accru l'insécurité et provoqué des déplacements massifs de populations vers le sud du Territoire de Lubero est l'aboutissement d'une évolution rapide qui a commencé en mai 2024, lorsque le M23 a entamé un mouvement vers le nord, au-delà du territoire de Rutshuru déjà sous son contrôle.

Dans la zone frontalière de l'Ituri et du Nord-Kivu, le groupe ADF continue de perpétuer les incursions et de commettre des homicides et des enlèvements

### BENI/OICHA

- Le groupe ADF continue à mener des attaques contre les civils, notamment contre des agriculteurs ainsi que des incursions et embuscades, particulièrement dans la zone de santé d'Oïcha et aux abords la ville de Beni, contrée qui a enregistré 21 % de violations et abus rapportés dans toute la province du Nord Kivu. Parallèlement, ce

<sup>9</sup> Note d'information de l'ACAPS, Déplacement au Nord-Kivu







groupe a étendu ses attaques dans de nouvelles zones, particulièrement en zone de santé de Mabalako.

- En mai 2024 seulement, des attaques ADF auraient entraîné le mort d'au moins 49 personnes civiles ainsi que l'enlèvement d'une quarantaine de personnes. Cela est le résultat d'au moins 12 attaques menées en majorité dans le nord de la zone de sante d'Oicha et sur l'axe Mangina et ayant ciblées surtout les agriculteurs.
- Au mois de juin, les attaques et incursions se sont poursuivies en zone de sante de Oicha, et de nouvelles zones ont été frappées en zone de sante de Mabalako. 52 civils auraient été tués dans différentes attaques, particulièrement au groupement Baswagha-Madiwe, entraînant des déplacements importants d'environ 3,452 ménages vers les villes de Beni et Butembo.
- En outre, des attaques contre des agriculteurs dans certaines localités, augmentent les risques d'abus (meurtres, enlèvements, viols, de travaux forcés et de coups et blessures) pour la population à la recherche de vivres, et réduit l'accès des populations vers les champs avec un impact économique sur la ville de Beni et la commune rurale d'Oicha. Ce fut le cas dans la localité de Babila-Bakaiku, où des éléments ADF auraient tué deux agriculteurs aux environs du village Kalmango le 13 mai.

### LUBERO

- En plus des violations et abus commis par des acteurs armés locaux actifs dans la zone depuis plusieurs années (ceux-ci étaient responsables de presque la totalité des atteintes aux droits à la propriété et à la liberté de mouvement), le territoire de Lubero a été récemment aussi impacté par la crise ADF et par la crise M23.
- En effet, la société civile du Grand Nord-Kivu a fait savoir, le 15 juin 2024, qu'au moins 200 civils avaient été tués dans les attaques des ADF dans les territoires de Lubero et Beni, en l'espace d'un mois.
- Au cours de la dernière moitié du mois de juin, des incursions des ADF se sont multipliées du territoire de Beni vers le territoire de Lubero, constituant une source supplémentaire de menace pour les populations civiles, y compris les PDIs poussées vers le Nord du Territoire en raison de l'avancée du M23 dans le Sud-Lubero.

- Vers la fin de juin 2024, plus de 70,000 personnes se seraient déplacées par suite de l'offensive du M23 vers le territoire. Parallèlement, la progression du M23 dans ces nouvelles zones a engendré un mouvement de retour d'environ 92,155 personnes vers les milieux de provenance de Kayna, Miriki, Kanyabayonga, Kimaka et Kibirizi, au sud de Lubero et au nord-ouest de Rutshur
- En dehors des violations de droits qui avaient été notées dans le Sud-Lubero (atteintes à la liberté de circulation, au droit à la vie et à l'intégrité physique, rivalités entre ces groupes avaient également un impact négatif important sur la vie quotidienne des populations, notamment sur les activités économiques), l'évolution de la situation entraîne l'aggravation de ces violations ainsi que d'autres principaux risques de protection parmi lesquels les risques de violences basées sur le genre, risques liés aux mines, restes explosifs de guerre et engins explosifs improvisés, recrutements forcés, y compris le recrutement d'enfants, exacerbation des tensions communautaires.

### MASISI

- Le territoire de Masisi est celui qui enregistre le plus grand nombre de violations et abus des droits humains depuis le début de l'année 2024 dans la Province du Nord Kivu (30% des cas)
- Les affrontements et l'utilisation des armes lourdes (mortiers et bombes) continuent d'entraîner des morts de civils et des destructions de maisons dans les zones d'accueil des personnes PDIs. La poursuite des affrontements continue d'entraîner des déplacements vers différentes directions et on note également la poursuite des violations du caractère civil et humanitaire des sites. Les axes Bweremana-Shasha et Rubaya-Masisi sont les plus affectés par ces affrontements. En mai, au moins 43 bombes auraient touché les zones peuplées de Minova, Mugunga et Katale, alors qu'en juin, au moins 65 mortiers et bombes ont été lancés, particulièrement dans les zones de Sake et Bweremana. Ces projectiles auraient entraîné la mort d'au moins 8 civils, 14 blessures et la destruction d'au moins 26 maisons.
- Des cas d'incursions des éléments armés dans les sites sont quotidiennement rapportés dans le Masisi. Depuis le mois de mai 2024, les groupes armés Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS), Nyatura Abazungu auraient mené au moins 18 incursions dans différents sites notamment aux environs de Masisi





centre, dans les sites de Kalinga, Bihito et Mater Dei. Lors de ces incursions, 12 personnes auraient été enlevées et soumis aux rançons, et au moins 23 abris des PDIs pillés.

- On note la reprise des bombardements dans la zone de Sake : le 30 mai, 28 bombes auraient touché les zones de Mushake, Mubambiro et Sake. Ces bombardements ont entraîné le déplacement d'environ 32 ménages de retournés vers les sites de Mugunga. Du 1er au 6 juin, au moins 36 bombes auraient touché les zones de Vunano, Kiuli, Kimoka, Mushaki, Bweremana, Karuba, Mubambiro et Sake.
- Il s'est observé en fin mai une recrudescence des cas de violences basées sur le Genre (VBG) dans les zones à forte concentration d'acteurs armés, dont particulièrement les zones de Kalembe, Kitshanga et Masisi.
- Un changement des lignes de front et une accalmie temporaire ont été observés en juin, entraînant un mouvement de retour progressif dans les zones de Bweremana. Entre le 21 et le 27 juin, au moins 1,116 ménages venus de Minova et Kalungu seraient retournés à Bweremana.

### RUTSHURU

- Dans les parties Nord-Ouest et Nord du territoire, des affrontements entre le M23, autres groupes armés et FARDC se sont poursuivis au courant du premier semestre 2024. L'utilisation des armes lourdes a entraîné des victimes civiles notamment dans les zones de Vitshumbi, Bwalanda, Kikuku et Kibirizi, en groupements Mutanda et Kanyabayonga. A Bwalanda et Kikuku, 5 civils auraient été tués et 7 autres blessés par des éclats des bombes ; 5 maisons des civils auraient été détruites par des bombes à Kibirizi. En outre, des éléments armés auraient installé un campement à environ 400 mètres de l'hôpital de Kibirizi, exposant cette structure sanitaire aux affrontements.
- Les civils continuent de subir des représailles par des acteurs armés à la suite d'accusations de collaboration avec d'autres parties au conflit. A titre d'illustration, le 21 mai, des éléments d'un groupe armé ont mené une incursion dans le site de Ibuga à Rutshuru et ont pillé au moins 11 huttes. Le 24 juin, 27 maisons soupçonnées d'appartenir aux dépendants des membres d'un groupe armé auraient été incendiées dans trois villages Kanyangohe, Bumbasha et Mushebere par les éléments d'un autre groupe armé. Par crainte aussi de représailles, environ 87

ménages de ces deux villages se sont déplacés vers les familles d'accueil à Mweso, Muhongozi et Katsiru.

- Au mois de juin, on note une augmentation de l'utilisation et travaux forcés des enfants dans le cadre du conflit. Le 1<sup>er</sup> juin, 35 enfants âgés de 10 à 17 ans auraient été enlevés pour la majorité de leurs écoles par des éléments d'un groupe armé au groupement Mutanda. Ces enfants auraient été soumis aux travaux de transport d'eau et bois vers les positions de cet acteur armé, ainsi que transport des effets militaires vers les lignes de front.
- Du 2 au 4 mai, au moins 17 personnes retournés, dont 3 enfants, auraient été tués par des éléments M23 aux environs de Kibirizi. Selon différentes sources, ces personnes voulaient fuir la zone à la suite de l'insécurité et auraient été assimilées aux éléments des autres groupes armés notamment des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), Front des Patriotes pour la Paix/Armée du Peuple (FPP/AP).

### NYIRAGONGO et GOMA

- La situation de protection dans les deux territoires reste principalement caractérisée par les violations répétitives du caractère civil et humanitaire des sites par les acteurs armés. Depuis le début de l'année 2024, la dynamique du conflit a engendré une situation où les violations du caractère civil et humanitaire des sites de déplacés internes deviennent quasi permanentes.
- L'incursion et la présence des éléments armés dans les sites sont quotidiennes, et la plupart des incidents de protection et de violations/abus des droits humains se sont produits dans les sites ou autour de ceux-ci par des éléments des groupes armés.
- La présence d'hommes armés dans les sites augmente considérablement le risque de la présence des engins explosifs, y compris les munitions non explosées et les munitions abandonnées dans ces sites. De février à mai 2024, l'Agence des Nations Unies pour l'action contre les mines (UNMAS) a enregistré 12 incidents impliquant des engins explosifs à Nyiragongo dans la province du Nord Kivu. Ainsi, au moins 4 grenades ont été découvertes dans les sites de Goma et Nyiragongo entre mars et avril 2024, alors qu'en date du 4 avril 2024, une grenade mal manipulée par un élément armé a explosé dans le site de Kashaka-Shabindu, causant la mort de 2 individus et 9 blessés, tous des déplacés internes





- L'utilisation des armes lourdes continue d'entraîner des morts de civils et des destructions de maisons dans les zones d'accueil des PDIs (Voir partie introductive pour la Province du Nord Kivu).
- Des échanges de tirs entre les acteurs armés autour des sites des PDIs et des bombardements sans précautions continuent d'entraîner des victimes civiles, PDIs et résidents. Selon la Direction Provinciale de la Santé (DPS) Nord Kivu, les principaux abus et violations des droits humains y relatifs seraient au moins 18 cas d'homicides et 32 cas de blessures rapportés entre les sites de 8e CEPAC et Lushagala, en majorité des femmes et enfants.
- Des femmes et filles déplacées continuent de subir des actes VBG graves, particulièrement lors de la recherche des ressources dans les champs et forêts.

- Le nombre d'affrontements entre groupes armés a augmenté d'intensité dans la partie sud de la Province (Hauts et Moyens Plateaux d'Uvira et Fizi), et il est constaté une reconfiguration des alliances (nouvelles alliances ruptures des anciennes).
- La MONUSCO s'est totalement désengagée de la Province (d'abord en fin avril pour la Force et en fin juin pour les autres composantes), laissant quelques vides sécuritaires autour de certaines localités fragiles comme Bijombo.

### PROVINCE DU SUD KIVU

Territoires	Conflits fonciers	Extorsion des biens	Violation du droit à la liberté	Violation du droit à la vie et l'intégrité physique	Violations 1612	Allégations VBG	Total
Fizi	0	64	79	104	2	39	288
Kalehe	3	113	239	198	92	53	698
Uvira	5	77	136	120	0	87	425
<b>Total</b>	<b>8</b>	<b>254</b>	<b>454</b>	<b>422</b>	<b>94</b>	<b>179</b>	<b>1,411</b>

Tableau présentant les tendances de principales violations et abus des droits signalées par le monitoring de protection au Sud Kivu\_ janvier-juin 2024

- Malgré la très faible couverture par le système de monitoring de protection, la province du Sud Kivu est parmi celles qui ont enregistré beaucoup de violations et abus.
- L'intensification des affrontements avec la crise du M23 au Nord-Kivu a exacerbé la situation de protection au Sud-Kivu, provoquant des déplacements massifs de population. Depuis le début de l'année 2024, la zone de santé de Minova en territoire de Kalehe a accueilli depuis le début de l'année 2024 au moins **233 100 nouveaux IDPs**.<sup>10</sup>

### KALEHE

- La situation de protection reste fragile dans le territoire de Kalehe avec plusieurs abus aux droits humains allégués aux hommes et groupes armés locaux lors des multiples attaques rapportées.
- Dans le groupement de Kalima, des affrontements entre groupes armés locaux sont signalés rapportés les 05, 06 et 07 mai depuis le retrait de la Monusco de sa base de Kitshanga.
- Les derniers affrontements du 07 mai auraient entraîné le déplacement des dizaines de ménages vers Maibano, Miowe, Kambegeti et Fumya dans la Zone de santé de Bunyakiri.
- L'utilisation d'artilleries lourdes par des belligérants (FARDC et M23), ont des effets collatéraux sur la population civile dans la zone de santé de Minova. Les 14 et 19 mai, près de 2,700 ménages de personnes déplacées internes fuyant les affrontements des villages entre les militaires des FARDC et les éléments M23 sont arrivés dans le territoire en provenance des villages Ngungu, Rubaya, Kalambairo et Katoyi/Masisi dans les villages Bulembwe, Lulere, Tushunguti/Kalehe (groupement de Ziralo).

En outre, le 22 mai, trois bombes auraient été larguées par les éléments M23 à partir de leurs positions dans les hauts plateaux de Bitonga, blessant grièvement un civil et endommageant des champs, alors que deux enfants sont morts et deux autres blessés grièvement suite à l'explosion des grenades à Rutshunda, l'un des quartiers de la cité de Minova/ groupement de Buzi, le 22 juin 2024.

<sup>10</sup> <https://data.humdata.org/dataset/drc-displacement-deplace-site-assessment-ocha>







### SHABUNDA

- Dans le village Idinga en territoire de Shabunda, groupement des Bamuguba-sud, plusieurs sources sur place informent sur l'existence d'un groupe d'une trentaine de jeunes qui seraient en intelligence avec un groupe armé actif à Nindja et Kalonge et qui causeraient l'insécurité dans les périphéries de ce village depuis la fin du mois d'avril.<sup>11</sup>
- Des groupes armés poursuivent des incursions dans le territoire. A titre illustratif, le 02 mai 2024, des éléments d'un groupe armé auraient mené une incursion dans le site minier de Nzibi, dans le groupement des Bamuguba sud. Dix personnes auraient été enlevées dont 4 femmes et 6 hommes, et des biens pillés dont des téléphones, des chèvres, des pièces de pagens et environ 6 grammes d'or.

### FIZI

- Des conflits fonciers, identitaires et de transhumance ont lieu au sein de communautés locales (Bembe, Fuluri, Nyind et Bafuliru) qui s'affrontent, causant des dégâts humains et matériels.
- Les civils exploitants artisanalement les mines seraient victimes d'extorsion par certains éléments d'un groupe armé qui leur exigerait une somme de 100.000 FC avant toute exploitation minière.
- Il a été rapporté une occupation de l'école primaire de Muhebwa de Katanga, du 7 au 12 juin, par des forces armées alliées des FARDC. Des pupitres et portes ont été détruites.

### UVIRA

- Des hommes armés non identifiés perturbent la quiétude dans plusieurs entités d'Uvira à travers des enlèvements, homicides, extorsions.
- On note également la dégradation de la situation de protection des PDIs du site spontané de Bijombo (groupement de Bijombo) consécutivement à la défection d'un officier militaire FARDC commis à la garde dudit site, mais aussi le départ de la MONUSCO.

<sup>11</sup> Programme d'Appui au Développement Communautaire (PADC RD Congo) : Rapport hebdomadaire du 22 avril au 03 mai 2024

### PROVINCE DU TANGANYIKA

Territoires	Conflits fonciers	Extorsion des biens	Violation du droit à la liberté	Violation du droit à la vie et l'intégrité physique	Allégations VBG	Total
Kalemie	66	577	761	386	59	1,849
Nyunzu	39	89	211	241	163	743
<b>Total</b>	<b>105</b>	<b>666</b>	<b>972</b>	<b>627</b>	<b>222</b>	<b>2,592</b>

Tableau présentant les tendances de principales violations et abus des droits signalés par le monitoring de protection au Tanganyika\_ janvier-juin 2024

La province du **Tanganyika** demeure en proie aux violences en raison de l'activisme des milices et groupes armés, dont les Maï-Maï Apa na pale, Twa Apa na pale.

Le Nord et l'Ouest du territoire de Kalemie et le secteur Nord Lukuga dans le territoire de Nyunzu sont confrontés à des violences découlant de la recrudescence des attaques et embuscades/braquages des miliciens Maï-Maï Apa na pale.

L'on note la présence de plusieurs groupuscules de miliciens Twa dans le secteur Nord Lukuga dans le territoire de Nyunzu et des actes de banditismes ont été signalés au nord-est du territoire de Kalemie sur l'axe Kabimba et dans le territoire de Moba.

### KALEMIE

- Dans les villages où sont positionnées les unités de la FARDC, on a noté des violations perpétrées par ces derniers (l'extorsion des biens, taxes illégales, coup et blessures, travaux forcés arrestation arbitraire) et autres actes portant atteinte aux droits humains. Il est également signalé plusieurs cas de tracasserie au niveau des barrières érigées par les forces de l'ordre et de défense.
- Par ailleurs, la situation reste dominée par l'activisme des groupes armés Maï-Maï qui font des incursions et braquages contre les populations





civiles. Ces violations sont commises majoritairement par les miliciens Twa, dont les partisans du défunt Bitonto, situées dans la vallée de Tumbwe-Koki, l'unité Mayaya, sur l'axe Sango mutonsha ; la faction Apa na Pale, située à 120 km de Kalemie sur l'axe Kyoko ; et le groupe « Wazalendo » commandité par Kalongo, qui agit sur la route Kabimba à 24km de Kalemie.

### NYUNZU

Le secteur Nord Lukuga reste confrontés à des violences découlant de la recrudescence des miliciens Maï-Maï Apa na Pale, qui agit sur l'axe Nyunzu. Ces miliciens Twa auteurs d'exactions (d'extorsions de biens, coups et blessures, pillages). Le positionnement militaire de la FRDC signalé sur les différentes barrières constitue une menace de plus sur l'axe sud du territoire pourtant résilient.

Des barrières irrégulières sont signalées dans le village Kilolo, aire de santé de Tchanga-Tchanga par les militaires de FARDC qui exigent des droits de passage.

Des actes de pillage ont aussi été signalés sur l'axe Nord Lukuga, territoire Nyunzu, aire de santé de Kisengo, village Tembe, par des présumés miliciens Twa. En date du 19 juin 2024, ces miliciens ont emporté les biens matériels d'environ 18 ménages.

### KASAÏ, KASAI ORIENTAL ET KASAÏ CENTRAL

Territoires	Conflits fonciers	Extorsion des biens	Violation du droit à la liberté	Violation du droit à la vie et l'intégrité physique	Violations des droits civiques et politiques	Allégations VBG	Total
<b>Province du KASAÏ</b>							
Kamonia	37	146	675	677	0	597	2,132
Luebo	13	151	80	211	0	148	603
Mweka	18	75	106	172	0	140	511
<b>Province du KASAÏ-ORIENTAL</b>							
Kabeya-Kamwanga	23	54	103	119	1	46	346
Katanda	0	0	2	10	0	0	12
Mbuji-Mayi	27	120	737	897	0	56	1,837
Tshilenge	11	35	79	74	0	51	250
<b>Province du KASAÏ-CENTRAL</b>							
Demba	50	38	94	160	0	75	417
Dibaya	32	65	202	83	0	73	455
Dimbelenge	62	66	93	117	0	70	408
Kananga	80	67	727	334	1	233	1,442
Kazumba	35	59	147	78	0	124	443
Luiza	9	4	75	100	0	393	581
<b>Total</b>	<b>397</b>	<b>880</b>	<b>3,120</b>	<b>3,032</b>	<b>2</b>	<b>2,006</b>	<b>9,437</b>

Tableau présentant les tendances de principales violations et abus des droits signalées par le monitoring de protection dans les provinces du Kasai\_ janvier-juin 2024

Des actes de criminalité et la persistance des tensions intercommunautaires se poursuivent dans les provinces du **Kasai Oriental, Kasai central et Kasai** ainsi que des conflits fonciers.

L'autre particularité de la zone est en rapport avec les vagues d'expulsion des Congolais de l'Angola, dans des conditions précaires notamment pour la province du Kasai.





### KASAI<sup>12</sup>

- La situation de protection est loin de s'améliorer dans la province avec la criminalité qui tend à prendre le dessus malgré les efforts fournis. Une augmentation d'incidents a été enregistrée par rapport à la période précédente.
- Dans la ville de Tshikapa, les cambriolages et vol à main armée ne cessent de prendre de l'ampleur et il semblerait que des malfaiteurs soient complices avec des agents d'institutions de la place notamment les banques et autres services financiers qui les renseigneraient sur les personnes ayant fait des transactions financières importantes.
- Ces incidents sont parfois accompagnés de viols de femmes et filles. On peut citer, à titre d'exemple, l'incident où des hommes armés, en tenue de la PNC et des FARDC, se sont introduits dans un domicile où ils auraient emporté des biens et de l'argent, après avoir violé une jeune fille de 12 ans.
- Des cas d'expulsion de Congolais en séjour irrégulier en Angola ont été enregistrés à travers le poste frontalier de Kamako. En juin, 946 expulsés (836 hommes, 39 femmes et 71 enfants) sont arrivés en RDC par Kamako. L'on constate également le retour spontané de 335 Congolais qui ont également traversé la frontière de Kamako (119 hommes, 118 femmes et 98 enfants).
- Des expulsions ont également été enregistrés au poste frontalier de Kabuakala (à 20 kilomètres de Nsumbula) où 509 expulsés sont arrivés le 19 juin 2024.
- En outre, sur la bande frontalière, 59 enfants présumés originaires de la RDC ont été expulsés de l'Angola par le poste frontalier de Kamako, le 15 juin puis, à la suite du refus de la Direction Générale de Migration (DGM)/Kamako de les recevoir car ils proviendraient du Kasai Central, ces enfants ont été ramenés à Dundo le mercredi 19 juin, après 4 jours dans des conditions inhumaines, passant nuit à la belle étoile et mangeant avec difficultés.

### KASAI CENTRAL<sup>13</sup>

- Au cours des mois de mai et juin, la province du Kasai Central a connu une instabilité sécuritaire principalement en raison des conflits fonciers.
- Pour rappel, le 18 avril, un affrontement entre les Bambembele (Bena Kasasa) et les Basonga au sujet des limites de terres et des champs entre les habitants de ces deux villages qui se sont physiquement opposés à coups de machettes et autres armes blanches. L'on signale environ 30 morts et plusieurs blessés dont les uns sont conduits au centre de santé et d'autres restent introuvables en brousse. Le Chef coutumier de Bena Kasasa a été grièvement blessé par ses adversaires de Basonga et un policier a succombé de ses blessures. L'on a dénombré plusieurs personnes déplacées (environ 670 femmes, 528 hommes et 241 enfants d'âge scolaire).
- Dans le territoire de Luiza, des conflits de pouvoirs coutumiers ont été enregistrés en mai dans certains groupements du secteur de Bambaie tels que les groupements de Kavuenta, Misabu/bishi, Kanyana, Kalubu/bishi Yanvu, et Mbumbu. Des extorsions de biens et des taxes illégales impliquant la PNC et la FARDC ont été dénoncées en juin. Ces incidents auraient pour causes le mauvais encadrement.
- En juin, le conflit intercommunautaire autour de la forêt dont chaque communauté se réclame titulaire s'est poursuivi. En effet le conflit entre le Basonge Bambale (originaires du Sankuru) et le Bena Kasasa (originaires du Kasai central) date du mois d'avril et n'est jamais trouvé une solution durable car les deux communautés se regardent en chiens et chats alors que ladite forêt est le centre de la vie de ce côté-là ; ce qui donne lieu à craindre encore de rebondissements dans ce dossier.
- 118 conflits fonciers ont été documentés dans la province en juin avec une prédominance de conflits de limites pour 73 cas ; soit 61,8%.

### KASAI ORIENTAL<sup>14</sup>

- La situation sécuritaire et de protection a été marquée par une fragilité due à des luttes intercommunautaires et des tracasseries dont ont été victimes les populations civiles. Dans ce contexte, 2 445 violations et

<sup>12</sup> Rapports mensuels de monitoring de protection Kasai UNHCR et Kadima Foundation

<sup>13</sup> Rapports mensuels de monitoring de protection Kasai Central UNHCR et Vibosa

<sup>14</sup> Rapports mensuels de monitoring de protection Kasai oriental\_UNHCR et Vibosa





abus des droits de l'homme ont été collectées et documentées au courant du premier semestre 2024.

- En outre, le mois de mai 2024 en a connu 9 conflits fonciers dans le Kasai oriental. Il s'agit de 7 conflits de limites, 1 conflit lié au champ abandonné et 1 conflit lié à l'exploitation de forêt. Ces conflits sont principalement dus à la faiblesse dans l'organisation des services cadastraux dans les milieux et la culture de la violence.
- Le territoire de Kabeya Kamuanga a fait face à un conflit foncier entre les habitants du groupement de Mulowayi et ceux de Bena Mayi (dans le territoire de Dimbelenge) autour de l'appartenance du lac Nfwa.

### PROVINCES DU KWANGO, KWILU, MAÏ-NDOMBE<sup>15</sup>

Territoires	Conflits fonciers	Extorsion des biens	Violation du droit à la liberté	Violation du droit à la vie et l'intégrité physique	Violations 1612	Allégations VBG	Total
<b>Province du KWANGO</b>							
Feshi	0	0	0	8	0	0	8
Kenge	6	22	51	14	0	22	115
Popokabaka	0	13	33	32	1	19	98
<b>Province du KWILU</b>							
Bagata	0	36	92	7	0	21	156
Bandundu	0	32	39	29	0	1	101
<b>Province du MAÏ-NDOMBE</b>							
Kwamouth	10	44	108	115	1	56	334
<b>Grand Total</b>	<b>16</b>	<b>147</b>	<b>323</b>	<b>205</b>	<b>2</b>	<b>119</b>	<b>812</b>

Tableau présentant les tendances de principales violations et abus des droits signalés par le monitoring de protection dans le Kwango, Kwilu et Mai-Ndombe\_ janvier-juin 2024

Les provinces qui ont été affectées par la crise qui a émergé au Kwamouth font face à plusieurs problèmes de protection, notamment **les meurtres**, **la séparation familiale** à la suite des déplacements et le nombre important **d'enfants non accompagnés** qui ont perdu la trace de leurs parents ou qui sont devenus orphelins ; **la forte détresse mentale** de l'ensemble des communautés due aux violences vécues ou vues lors des différentes attaques et pendant leurs différentes phases de déplacement entraînant des

traumatismes psychologiques importants, **les VBG** qui font partie des violences vécues par les femmes et les jeunes filles lors de leur déplacement (fuite en forêt) ou par les FARDC. Les jeunes filles sont particulièrement vulnérables et exposées au « mariage forcé » (avec FARDC et/ou prise par les Mobondo comme esclave sexuel), les **arrestations arbitraires** qui sont devenus un problème important avec l'impossibilité de suivre les dossiers des personnes arrêtées et de savoir ce qu'elles deviennent ainsi que les **taxes illégales** pratiquées par les multiples barrages tenus par les FARDC et qui constituent un poids supplémentaire pour une population sans ressource et entrave le relèvement de ces populations.

Il est important de noter que les populations déplacées dans la zone ont été particulièrement affectées du fait que la zone n'avait pas connu auparavant une crise de cette ampleur et les personnes contraintes de fuir n'avaient pas adaptée des moyens d'adaptation à ce choc<sup>16</sup>.

Des mouvements de retour des populations ont été observés dans certains villages des groupements de Baboma-Banku (Bokala), Baboma-Sud (Boku) et Bateke-Sud (Dumu) en secteur de Twa, Territoire de Kwamouth (Maï-Ndombe). Selon les sources locales, ce retour serait motivé par le renforcement de la présence des militaires FARDC le long de cet axe. Ces personnes présenteraient d'importants besoins en assistance multisectorielle.

Les villages appartenant aux secteurs de Lufuna en territoire de Popokabaka et de Bukanga-Longo en territoire de Kenge (province du Kwango) ont aussi connu des retours importants. En effet, des sources locales de ces dernières localités ont observé le retour de plus de 12,700 personnes qui ont été hébergées dans des familles d'accueil, car leurs maisons étaient soit détruites, soit occupées et présentent des besoins multisectoriels.<sup>17</sup>

La province du Kwilu a également enregistré environ 15 396 personnes retournées qui ont été identifiées dans les villages de Bukusu, Kimpana

<sup>15</sup> Rapports mensuels de monitoring de protection Bandundu \_UNHCR et Kadima Foundation

<sup>16</sup> Rapport de la mission de la DHC et quelques membres de l'ICN dans la province du Kwango du 8 au 10 avril 2024.

<sup>17</sup> <https://ehtools.org/alert-view/5342> et <https://ehtools.org/alert-view/5341>





groupement, Kimpana-Mwanango et Minsia en groupement KIMPANA, et dans les villages de Kingaba et Kinkata en groupement MOBENGA.<sup>18</sup>

### KENGE et POPOKABAKA (province KWANGO)

- En plus des mouvements pendulaires et des déplacements importants de populations dans les territoires de Popokabaka, Kenge, Kwamouth, Bagata et Maluku, les enfants et les personnes âgées sont particulièrement confrontés à plusieurs difficultés, parmi lesquelles l'insécurité alimentaire qui frappe plus sévèrement. De plus, les enfants n'ont plus accès à l'éducation (école) et sont également exposés aux violences et abus de toute sorte.
- La persistance du conflit Téké-Yaka dans la zone, demeure le principal facteur favorisant les violences basées sur le genre rapportées au courant en mai et juin. La pacification totale des zones impactées par les conflits et une lutte efficace contre l'impunité des auteurs pourraient donner tant soit peu un soulagement aux femmes et aux jeunes filles qui sont les principales victimes de ces abus.
- Alors que seuls Kenge et Popokabaka étaient touchés par les violences des miliciens, celles-ci se sont étendues au territoire de Feshi, théâtre des incursions des miliciens, notamment à Ngalaketi le jeudi 06 juin 2024. L'attaque de cette localité aurait fait 14 morts parmi lesquels le chef de cette localité et quelques membres de sa famille.

### KWAMOUTH (province MAI-NDOMBE)

- Le dialogue qui semble s'être installé entre la population et les forces de l'ordre dans le Secteur de Wamba est susceptible de contribuer à la réduction des violations commises par les militaires. Notons qu'à la suite de la réunion tenue le 26 juin à Fatundu, le commandant des FARDC a entendu les doléances de la population en retirant ses éléments des 3 barrières érigées sur les axes Fatundu-Bandundu, Fatundu-Kolokoso et au port de Fatundu. Cette décision a été un motif de soulagement pour la population de Fatundu qui ne cessait de décrier les exactions des FARDC.
- Malgré cette évolution positive, des violations et abus des droits humains restent rapportés notamment les viols et autres violences basées sur le genre. C'est le cas d'une survivante qui a été victime de viol collectif (par 5 hommes non identifiés) au champ au groupement Bateke sud, dans le

territoire de Kwamouth, aire de santé « Itubi ». C'est aussi le cas de l'assassinat d'une enfant non accompagnée qui a été violée avant d'être égorgée par un élément FARDC dans un village du groupement Bateke sud, secteur Twa dans le territoire de Kwamouth. L'auteur présumé de l'assassinat a été appréhendé et transféré à Bandundu-ville.

- Il faudra souligner le fait que beaucoup d'enfants ne fréquentent plus l'école, étant donné que leurs établissements scolaires ont été incendiés et les enseignants pourchassés par les miliciens. C'est le cas particulièrement des enfants retournés dans le territoire de Kwamouth. En outre, selon les rapports de OCHA et d'autres partenaires humanitaires, dans les zones de retour, de nombreux enfants retournés seraient confrontés à la malnutrition et à d'autres problèmes de santé.

### LIMITATIONS

Cet aperçu est rédigé sur une base mensuelle à partir des informations et des rapports envoyés par les partenaires, ainsi qu'à travers les échanges et des discussions avec les partenaires opérationnels.

Les données de suivi de la protection sont utilisées tout au long du rapport telles que disponibles aux dates de rédaction/publication.

Ce rapport fournit une vue d'ensemble des développements clés, illustrés par des exemples de violations des droits de l'homme et des points clés du plaidoyer et n'inclut pas tous les incidents et violations survenus au cours de la période. Les chiffres du suivi de la protection peuvent ne pas correspondre aux derniers développements pour diverses raisons, notamment l'insécurité dans de nombreuses zones de conflit, qui rend impossible la collecte de données. Les chiffres finaux seront publiés à travers les différents mécanismes de rapportage établis. Si vous avez des commentaires ou des informations pour compléter et améliorer le rapport, merci de bien vouloir nous contacter.

<sup>18</sup> <https://ehtools.org/alert-view/5320> et <https://ehtools.org/alert-view/5319>

